



Arrêté n°2022-DCL-BENV-966

modifiant l'arrêté préfectoral n°18-DRCTAJ-1-627 du 25 octobre 2018 autorisant la société BRANGEON à exploiter une installation de transit/regroupement de déchets sur la commune de Bellevigny
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

**Le préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.122-2, R.181-45 et R.181-46 ;

VU l'arrêté préfectoral n°18-DRCTAJ-1-627 du 25 octobre 2018 autorisant la société BRANGEON à exploiter une installation de transit/regroupement de déchets sur la commune de Bellevigny ;

VU la modification notable portée à la connaissance du préfet par la société BRANGEON le 29 octobre 2021 concernant le porté à connaissance des quelques modifications apportées aux installations et le dossier joint ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 1^{er} août 2022 ;

VU le courrier adressé le 10 août 2022 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

VU les observations de l'exploitant en date du 16 août 2022 pour la prise en compte des volumes de balles de cartons, papiers et plastiques ;

Considérant que le projet, qui consiste en une réorganisation du parc à déchets et de certains équipements, au renforcement des moyens incendie, et une actualisation de certains volumes de déchets :

- ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique en application du II de l'article R.122-2,
- n'est pas soumis à la réalisation d'une étude d'impact suite à la procédure de cas-par-cas réalisée en application de l'article R.122-2 ;
- n'atteint pas les seuils quantitatifs de hausse d'émissions de COV et les critères fixés par l'arrêté du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°1978 (installations et activités utilisant des solvants organiques) ;
- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas, de ce fait, une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant l'absence d'enjeux ;

Considérant que le projet nécessite néanmoins la mise à jour de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral, notamment pour actualiser les quantités de déchets présentes, les garanties financières et la défense incendie du site ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de réduire les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques n'est pas nécessaire ;

ARRÊTE

Article 1. Exploitant

La société BRANGEON Recyclage est autorisée à poursuivre ses activités sur le site de Bellevigny sous réserve de respecter les dispositions suivantes.

Article 2. Garanties financières

L'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2018 est modifié comme suit :

« Le montant total des garanties à constituer est de **176 222 € TTC**.

*Il a été défini selon la méthode forfaitaire définie dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 en prenant en compte un indice TP01 de **114 (paru au JO du 17 septembre 2021)** et un taux de TVA de 20 %.*

Il est basé sur une quantité maximale de déchets pouvant être entreposés sur le site définie à l'article 5.8 du présent arrêté. »

Un nouvel acte de cautionnement des garanties financières est transmis au préfet dans le mois suivant la notification du présent arrêté.

Article 3. Volume maximum de déchets

L'article 5.8 de l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2018 est modifié comme suit :

« L'exploitant est tenu de respecter les quantités suivantes de déchets présents sur son site :

- Métaux < 2 200 m² (hauteur maximale de stockage de 6 m)
- Cartons < **1 265 m³ (dont 55 m³ de balles)**
- Papiers < **480 m³ (dont 50 m³ de balles)**
- Plastiques < **755 m³ (dont 120 m³ de balles)**
- Déchets de bois < **2 185 m³**
- Déchets ultimes < **1 845 m³**
- Déchets verts < 300 m³
- Gravats < 200 m³
- D3E < 100 m³
- Verre < 150 m³
- Déchets dangereux, dont :
 - ✓ Batteries < 30 t
 - ✓ Amiante < 15 t
 - ✓ Divers < 4 t

- Pneus usagés < 155 m³
- VHU non dépollués < 8 VHU en attente (environ 150 m²)
- Déchets non dangereux apportés par le producteur < 1 300 m³ »

Article 4. Moyens d'intervention et ressources en eau

L'article 8.5.4 de l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2018 est modifié comme suit :

« L'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et aux enjeux à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées,
- l'auvent de transfert des déchets industriels banals est équipé de 2 robinets incendie armés ;
- une bache incendie de 90 m³ interne au site et relié à un poteau incendie interne relié au réseau surpressé interne.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Les moyens d'extinction extérieurs identifiés dans l'étude de danger sont les suivants :

- un poteau incendie public délivrant 90 m³/h situé à moins de 150 m des bâtiments à protéger,
- un plan d'eau artificiel, équipé de rampes d'aspiration pour les pompiers, présente un volume de 1 000 m³.

Ils sont reportés sur un plan tenu à jour et connus des salariés. »

Article 5. Dispositions administratives

Article 5.1. Délais et voies de recours

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Île-Gloriette – CS 24111 – 44041 Nantes Cedex). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 5.2. Publicité de l'arrêté

A la mairie de la commune :

- une copie du présent arrêté est déposée pour pouvoir y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.

L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès verbal dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture, bureau de l'environnement.

Le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État en Vendée pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5.3. Diffusion

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

Article 5.4. Pour application

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et les inspecteurs des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Roche-sur-Yon, le **02 SEP. 2022**

Le préfet,

Pour le préfet,
Par délégation,
Le sous préfet des Sables d'Olonne


Johann MOUGENOT